

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2003-2004

---

1<sup>er</sup> OCTOBRE 2004

---

**Proposition de loi modifiant les articles 276 et 405bis du Code pénal, en vue d'instaurer une circonstance aggravante pour les auteurs d'infractions commises envers certaines personnes à caractère public**

(Déposée par Mme Christine Defraigne)

---

## DÉVELOPPEMENTS

---

**I.** Notre Code pénal prévoit déjà en son article 276 l'infraction spécifique «d'outrage par paroles, faits, gestes ou menaces, dirigés, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, contre un officier ministériel, un agent dépositaire de l'autorité publique ou de la force publique ou contre toute personne ayant un caractère public».

Les notions de «agent dépositaire de l'autorité publique ou de la force publique et de personne ayant un caractère public», peuvent se définir comme suit(1):

«Les agents dépositaires de l'autorité sont, à notre sens, tous les agents du pouvoir qui exercent dans un intérêt public, par délégation médiate ou immédiate du Gouvernement, une partie de son autorité.»

Exemples: agents de police, agents et gardes forestiers de l'État, agents de l'administration des Douanes et des Accises ...

---

(1) Rigaux, M., et Trousse, P.-M., *Les crimes et les délits du Code pénal*, t IV, Bruxelles, Bruylant, 1963, p. 478-479.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2003-2004

---

1 OKTOBER 2004

---

**Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 276 en 405bis van het Strafwetboek teneinde een verzwarende omstandigheid in te voeren voor daders van misdrijven tegen bepaalde personen bekleed met een openbare hoedanigheid**

(Ingediend door mevrouw Christine Defraigne)

---

## TOELICHTING

---

**I.** Artikel 276 van het Strafwetboek omschrijft reeds het specifieke misdrijf «smaad door woorden, daden, gebaren of bedreigingen gepleegd tegen een ministerieel ambtenaar, een agent die drager is van het openbaar gezag of van de openbare macht of tegen enig ander persoon met een openbare hoedanigheid bekleed».

De begrippen «een agent die drager is van het openbaar gezag of van de openbare macht» en «enig ander persoon met een openbare hoedanigheid bekleed» kunnen als volgt worden gedefinieerd(1):

«Les agents dépositaires de l'autorité sont, à notre sens, tous les agents du pouvoir qui exercent dans un intérêt public, par délégation médiate ou immédiate du Gouvernement, une partie de son autorité.»

Bijvoorbeeld: politieagenten, ambtenaren van het bosbeheer, boswachters in overheidsdienst, personeelsleden van de administratie der Douane en Accijnzen, ...

---

(1) Rigaux, M., en Trousse, P.-M., *Les crimes et les délits du Code pénal*, deel IV, Brussel, Bruylant, 1963, blz. 478-479.

«Les agents de la force publique sont tous ceux qui ont pour mission d'assurer par une action coercitive l'observation des lois et des mandements de l'autorité administrative ou judiciaire, soit qu'ils mettent en œuvre cette action, soit qu'ils l'exercent eux-mêmes.»

Exemples : militaires en activité de service, gendarmes, pompiers ...

«Quant aux personnes ayant un caractère public, ce sont celles qui, suivant l'expression du Code de 1810, sont «chargées d'un ministère de service public» c'est-à-dire celles qui, sans être dépositaires d'une partie de la puissance publique, participent à l'administration générale, en remplissant un service public permanent ou temporaire, en sorte que l'outrage qui leur est adressé est un manquement à l'autorité elle-même (...).»

Exemples : le médecin de l'État civil chargé de constater le décès, le médecin inspecteur d'une maison d'aliénés, les instituteurs communaux, agents de l'administration des postes de l'État ... Les agents des chemins de fer de l'État sont des personnes ayant un caractère public, car leur profession et l'autorité qui les nomme, leur donnent la qualité d'agents de l'État, d'agents publics.

**II.** Cependant, notre droit pénal n'incrimine pas en circonstance aggravante le fait de causer des coups et blessures (art. 398 à 401 du Code pénal) envers ces mêmes officiers ministériels, agents dépositaires de l'autorité publique ou de la force publique ou personnes ayant un caractère public.

Or, face à la recrudescence de la violence physique et verbale à l'encontre des personnes chargées de missions de service public, il est grand temps que le politique rappelle l'importance et le respect qu'attache la société aux missions de service public, c'est-à-dire aux missions exercées dans l'intérêt général.

Dès lors, l'auteur de la proposition de loi propose que certaines agressions physiques graves soient sanctionnées plus lourdement lorsqu'elles sont commises, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, contre un officier ministériel, un agent dépositaire de l'autorité publique ou de la force publique ou contre toute personne ayant un caractère public.

Cependant, si les notions d'«officier ministériel ou d'agent dépositaire de l'autorité ou de la force publique» sont clairement circonscrites, des difficultés peuvent, par contre, surgir pour celle de «personne

*«Les agents de la force publique sont tous ceux qui ont pour mission d'assurer par une action coercitive l'observation des lois et des mandements de l'autorité administrative ou judiciaire, soit qu'ils mettent en œuvre cette action, soit qu'ils l'exercent eux-mêmes.»*

Bijvoorbeeld: militairen in actieve dienst, rijkswachters, brandweerlieden, ...

*«Quant aux personnes ayant un caractère public, ce sont celles qui, suivant l'expression du Code de 1810, sont «chargées d'un ministère de service public» c'est-à-dire celles qui, sans être dépositaires d'une partie de la puissance politique, participent à l'administration générale, en remplissant un service public permanent ou temporaire, en sorte que l'outrage qui leur est adressé est un manquement de l'autorité elle-même (...).»*

Bijvoorbeeld: de arts van de Burgerlijke Stand die het overlijden moet vaststellen, de geneesheer-inspecteur van een krankzinnigengesticht, rijksambtenaren ... Ook de personeelsleden van de NMBS zijn bekleed met een openbare hoedanigheid want door de aard van hun beroep en via de overheid die hen benoemt, maken ze deel uit van het rijkspersoneel.

**II.** Ons strafrecht beschouwt het echter niet als een verzwarende omstandigheid wanneer slagen en verwondingen worden toegebracht (artikelen 398 tot en met 401 van het Strafwetboek) aan de personen genoemd in artikel 267 van hetzelfde wetboek.

Gezien de toename van het fysieke en verbale geweld jegens personen die taken van openbare dienst uitvoeren, is het echter hoog tijd dat de politici de aandacht vestigen op het gewicht dat de maatschappij hecht aan dergelijke taken van de overheid, of, anders gezegd, aan de taken die van algemeen belang zijn.

De indiener van het wetsvoorstel stelt dan ook voor bepaalde daden van ernstige fysieke agressie zwaarder te straffen wanneer ze gepleegd zijn, bij of ter gelegenheid van de uitoefening van de taak, tegen een persoon genoemd in artikel 267.

Terwijl de begrippen «een ministerieel ambtenaar of een agent die drager is van het openbaar gezag of van de openbare macht» duidelijk omschreven zijn, kunnen er echter problemen ontstaan omtrent de

ayant un caractère public» qui est parfois sujette à controverse(1).

Dès lors, afin que certaines professions dont le travail d'intérêt général est essentiel pour notre société soient, sans controverse possible, mieux protégées, l'auteur de la proposition a fait le choix de les mentionner explicitement.

### III. Il s'agit des professions suivantes :

#### III. 1. *Les agents des transports en public*

Toute la presse s'est fait l'écho au début du mois de juillet 2004 des agressions qu'ont subies les agents des TEC Liège-Verviers.

Ainsi, concrètement, le 30 juin 2004 un chauffeur était pris en otage à Engis par un individu l'obligeant à le conduire à Durbuy sous la menace d'une arme de poing. Le chauffeur a reçu des coups à la tête et reste très choqué.

Le même jour, à Verviers, un chauffeur de bus doit subir le comportement inqualifiable d'un automobiliste: insultes, coups de pied dans la porte du bus, arrachage des essuie-glaces, lancement d'une pierre sur le bus ... Le chauffeur est en incapacité pour une semaine à cause du stress engendré par ce comportement.

À la suite de ces deux dernières agressions, les chauffeurs des bus de la province de Liège ont décidé d'entamer une grève afin d'exprimer leur «ras-le-bol à l'insécurité».

Ce climat d'insécurité n'est pas nouveau et n'est pas centré sur le territoire de la province de Liège. Chacun a présent à l'esprit les incidents déplorés à Charleroi. Tous les jours des agressions à l'encontre des conducteurs, des contrôleurs ou des stewards des réseaux ferroviaires, de bus et de trams perturbent le service «normal» des activités de service public.

Sur le réseau des TEC Liège-Verviers, les chiffres suivants ont été enregistrés :

De janvier à mai 2002 :

- 33 incidents déclarés entraînant une incapacité de travail.
- 19 menaces avec chômage.
- 14 agressions avec chômage.

(1) La question de savoir si la personne outragée est une personne ayant un caractère public est une question de droit soumise à la censure de la Cour de cassation. Cass., 21 avril 1892, *Pas*, p. 208.

inhoud van het begrip «personen met een openbare hoedanigheid bekleed». Daarover bestaat niet altijd eensgezindheid(1).

Om bepaalde beroepen die het algemeen belang dienen en essentieel zijn voor onze samenleving, beter te beschermen zonder er een twistpunt van te maken, wenst de indiener van het voorstel die personen dus expliciet te vermelden.

### III. Het gaat om de volgende beroepen :

#### III. 1. *Personeelsleden van de maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer*

De hele pers heeft begin juli 2004 gesproken van de agressie tegen personeelsleden van de TEC Luik-Verviers.

Wat is er precies gebeurd? Op 30 juni 2004 wordt te Engis een bestuurder gegijzeld door een man die hem onder bedreiging van een handvuurwapen verplicht naar Durbuy te rijden. De bestuurder werd op het hoofd geslagen en gaat nog steeds gebukt onder de gevolgen van de psychologische shock.

Dezelfde dag moet te Verviers een bestuurder het ongehoorde gedrag incasseren van een automobilist: beledigingen, schoppen tegen de deur van de bus, ruitenwissers afgerukt, een steen tegen de bus ... De bestuurder is een week lang werkonbekwaam vanwege de stress die het incident heeft veroorzaakt.

Na die twee laatste uitingen van agressie hebben de buschauffeurs in de provincie Luik besloten tot een staking om uiting te geven aan hun gevoel van onveiligheid.

Dat gevoel bestaat al langer en blijft niet beperkt tot de provincie Luik. Eenieder herinnert zich de gebeurtenissen in Charleroi. Er vinden elke dag weer agressies plaats tegen bestuurders, controleurs of stewards van de spoorwegen, bussen en trams, die de «normale dienstregeling» van die openbare diensten danig in de war te sturen.

Op het net van de TEC Luik-Verviers werden de volgende cijfers opgetekend :

Van januari tot mei 2002 :

- 33 aangegeven incidenten die werkonbekwaamheid tot gevolg hadden,
- 19 bedreigingen met verlet tot gevolg,
- 14 agressies met verlet tot gevolg.

(1) De vraag of de gesmade persoon een persoon is die met openbare hoedanigheid is bekleed, is een rechtsvraag die voorgelegd moet worden aan het Hof van Cassatie. Cass., 21 april 1892, *Pas*, blz. 208.

De janvier à mai 2003 :

- 22 incidents déclarés entraînant une incapacité de travail.
- 13 menaces avec chômage.
- 9 agressions avec chômage.

De janvier à mai 2004 :

- 23 incidents déclarés entraînant une incapacité de travail.
- 20 menaces avec chômage.
- 3 agressions avec chômage.

On constate une diminution d'agressions proprement dites en raison des mesures positives de sécurité prises (caméras de surveillance, cabines fermées, équipements téléphoniques, localisation améliorée ...), même s'il est évident que la moindre agression est toujours de trop. On doit, en outre, déplorer l'émergence d'incidents ou de menaces de toutes sortes qui doivent être durement sanctionnés.

Ces agressions prennent des formes diverses. Il s'agit de coups mais également de menaces, d'insultes, de crachats qui engendrent un sentiment de psychose auprès de ces agents. Il est indéniable qu'ils exercent leurs fonctions dans des conditions de plus en plus difficiles, alors que les agressions verbales à leur rencontre, pouvant causer autant de traumatismes que les agressions physiques, sont banalisées.

Les agents, à juste titre, attendent une intervention du politique. Ainsi, dans le cadre des agressions relatives ci-dessus, un représentant syndical indiquait que «c'est au pouvoir public et aux tribunaux de sanctionner plus sévèrement. La prévention est nécessaire mais il faut plus de pressions, et surtout plus de répression (1)».

Tel est l'objectif de la réponse apportée par la présente proposition.

### III. 2. *Les professionnels de la santé*

Si l'actualité récente relate les agressions envers les agents des transports publics, ils ne sont pas les seuls professionnels exerçant une mission de service public confrontés quotidiennement à la violence. C'est également le cas des professionnels de la santé : médecins, infirmières ou encore pharmaciens.

1. En fin d'année 1998, le mensuel «Intra-Muros», l'édition hospitalière du «Journal du Médecin», publiait les résultats d'une enquête de laquelle il ressortait notamment que :

- 80 % des médecins estimaient que le climat d'insécurité s'était aggravé au cours des dix dernières années dans les hôpitaux.

(1) *La Meuse*, Verviers, 1<sup>er</sup> juillet 2004

Van januari tot mei 2003 :

- 22 aangegeven incidenten die werkonbekwaamheid tot gevolg hadden,
- 13 bedreigingen met verlet tot gevolg,
- 9 agressies met verlet tot gevolg.

Van januari tot mei 2004 :

- 23 aangegeven incidenten die werkonbekwaamheid tot gevolg hadden,
- 20 bedreigingen met verlet tot gevolg,
- 3 agressies met verlet tot gevolg.

Er valt dus een daling van het aantal agressies op zich te noteren door de nieuwe veiligheidsmaatregelen (bewakingscamera's, gesloten bestuurderscabines, telefooninstallaties, betere plaatsbepalingssystemen ...), ook al is het duidelijk dat iedere vorm van agressie er een te veel is. Bovendien vallen er jammer genoeg incidenten en allerlei soorten bedreigingen te betreuren die streng gestraft behoren te worden.

Die agressies nemen uiteenlopende vormen aan. Soms gaat het om slagen, maar er is ook sprake van bedreiging, belediging, spugen, wat bij het personeel een gevoel van psychose veroorzaakt. Niet te ontkennen is dat zij hun taak in steeds moeilijker omstandigheden moeten uitoefenen, terwijl de verbale agressie die zij ondergaan en die net zo traumatiserend kan zijn als fysieke agressie, gebanaliseerd wordt.

Het personeel wacht terecht op een politiek initiatief. In het kader van de hierboven vermelde agressies, heeft een vakbondsafgevaardigde opgemerkt dat het aan de overheid en de rechtbanken toebehoort om strengere straffen op te leggen. Preventie is nodig, maar er moet meer druk komen en vooral meer bestraffing (1).

Daarin bestaat nu precies het doel van de oplossing die onderhavig voorstel aanreikt.

### III. 2. *Gezondheidswerkers*

Hoewel de recente berichtgeving het heeft over agressie tegen de personeelsleden van de maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer, zijn zij niet de enigen in de openbare dienstensector die dagelijks met geweld af te rekenen krijgen. Dat is ook het geval voor de zorgverleners : artsen, verpleegsters en apothekers.

1. Op het einde van 1998 heeft het maandblad «Intra-Muros», de ziekenhuisuitgave van «*Journal du Médecin*», de resultaten van een enquête gepubliceerd. Daaruit bleek dat :

- 80 % van de artsen van mening is dat het onveiligheidsgevoel in de ziekenhuizen de voorbije tien jaar toegenomen is,

(1) *La Meuse*, Verviers, 1 juli 2004.

— 47 % avaient subi des actes de violences physiques lors d'une consultation.

— 8 % des médecins hospitaliers avaient été victimes d'une agression physique au cours de l'année.

— 44 % subissent une agression verbale par an, 24 % tous les mois et 2 % tous les jours.

2. Les médecins de garde, ayant l'obligation, depuis 1967, suivant la loi sur l'art de guérir, de se rendre au domicile de leur patient 24h/24h sont particulièrement touchés par cette insécurité croissante(1). Certaines pistes ont été avancées(2), voire mises en pratique, afin de sécuriser le travail de ces médecins dont le métier est de porter secours ... ce qui rend difficilement compréhensible et acceptable qu'ils soient pris pour cibles d'actes de violence.

Les mêmes difficultés sont évidemment rencontrées par les infirmières se déplaçant au domicile de leurs patients.

3. Les pharmaciens ne sont non plus pas épargnés.

En effet, les chiffres de l'enquête réalisée en septembre 2003 par l'Association pharmaceutique belge sont alarmants: un pharmacien sur deux a déjà été confronté, au cours des trois dernières années à au moins un vol avec effraction (29 %), un acte de vandalisme (16 %), une agression physique (20 %), une attaque à main armée ou avec violence (19 %). L'enquête relève également qu'au-delà des actes qualifiés graves, les vols à l'étalage et l'agressivité verbale concernent de très nombreuses officines.

Là encore, l'incompréhension: pourquoi des malfaiteurs s'en prennent-ils à des personnes qui travaillent au service de la santé de tout le monde et dont la porte est toujours ouverte ?

Le nombre important d'agressions engendre auprès des pharmaciens un sentiment d'insécurité, voire de psychose, lorsqu'ils doivent assurer leur garde le week-end et la nuit.

À côté de mesures de protection individuelles telles que le guichet de garde, les caméras de surveillance ou l'alarme, des mesures collectives ont été prises telles que, par exemple, imposer à toute personne devant se rendre à une pharmacie de garde de téléphoner ou de

— 47 % onder hen tijdens een consult te maken krijgt met fysiek geweld,

— 8 % van de ziekenhuisartsen in het voorbije jaar het slachtoffer was van fysieke agressie,

— 44 % jaarlijks met verbale agressie te maken krijgt, 24 % maandelijks en 2 % dagelijks.

2. De dienstdoende artsen moeten sinds 1967 volgens de wet op de uitoefening van de geneeskunst dag en nacht visites maken en worden in het bijzonder met de groeiende onveiligheid geconfronteerd(1). Er zijn bepaalde theorieën naar voor gebracht of zelfs in de praktijk uitgeteerd(2), om veiliger werkomstandigheden te creëren voor die artsen wier taak het eigenlijk is hulp te verlenen — wat het des te onbegrijpelijker maakt dat zij het doelwit van gewelddaden zijn.

Het verplegend personeel dat thuiszorg verleent, kent uiteraard dezelfde problemen.

3. Ook de apothekers worden niet gespaard.

De uitslag van de enquête die in september 2003 door de Algemene Farmaceutische Bond is uitgevoerd, is verontrustend: de helft van de apothekers is in de voorbije drie jaar geconfronteerd met ten minste een diefstal met braak (29 %), een daad van vandalisme (16 %), fysieke agressie (20 %) of een gewapende of met geweld gepaard gaande overval (19 %). Uit de enquête blijkt bovendien dat zeer veel apotheken naast dergelijke als ernstig beschouwde feiten ook te maken krijgen met winkeldiefstal en verbale agressie.

Ook dat is onbegrijpelijk. Waarom keren misdadigers zich tegen personen die werken voor de gezondheid van iedereen en wier deur altijd open staat ?

Het grote aantal agressies geeft de apothekers een onveiligheidsgevoel en zorgt zelfs voor een psychose wanneer zij weekeind- of nachtdienst hebben.

Eenieder die naar een dienstdoende apotheker moet, kan verplicht worden bij voorbeeld zijn bezoek vooraf telefonisch aan te kondigen of eerst zijn identiteit mee te delen op het politiekantoor. Naast de individuele veiligheidsmaatregelen zoals het doorgeef-

(1) Nuit et jour, la galère, *Le Vif/L'Express*, Pascal Gruber.

(2) Possibilité d'obtenir une protection policière lorsque le médecin de garde pense courir un risque en se rendant au domicile d'un patient; téléprotecteur utilisé par les médecins de garde: avant d'entrer en consultation, le médecin enregistre l'adresse du patient. Si durant la consultation, il se sent menacé, il actionne grâce à une télécommande l'alarme du téléprotecteur. L'alarme est envoyée au télésecrétariat qui peut suivre en direct le déroulement de la visite grâce à l'enregistrement en direct. Si le médecin est réellement menacé, le télésecrétariat prévient les forces de l'ordre.

(1) Nuit et jour, la galère, *Le Vif/L'Express*, Pascal Gruber.

(2) Er kan politiebescherming worden gevraagd wanneer de arts meent dat hij een risico loopt als hij zich naar het huis van een patiënt begeeft; er bestaat «telebescherming» voor dienstdoende artsen: vooraleer de arts op visite gaat, voert hij het adres van de patiënt in. Als hij zich tijdens de visite bedreigd voelt, kan hij vervolgens het alarm van de telebescherming indrukken. Dat alarm wordt doorgestuurd naar een telesecretariaat, dat de visite rechtstreeks kan volgen via een opnamefunctie. Indien de arts werkelijk in gevaar blijkt te zijn, brengt het telesecretariaat de ordediensten op de hoogte.



tériel, un agent dépositaire de l'autorité ou de la force publique ou contre toute autre personne ayant un caractère public (qui devrait être plus lourdement sanctionné compte tenu des caractéristiques inhérentes à la fonction de la victime) n'est actuellement passible que d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de vingt-six euros à deux cents euros.

Afin qu'une certaine hiérarchie des peines soit respectée, l'article 2 vise à augmenter le maximum de la peine pouvant être appliquée à l'outrage lorsqu'il est commis à l'encontre d'officiers ministériels, agents dépositaires de l'autorité ou de la force publique ou toute personne ayant un caractère public.

Par ailleurs, cet article vise à incriminer l'outrage par paroles, faits, gestes ou menaces, dirigés dans l'exercice de leurs fonctions, envers les agents d'un exploitant de réseau de transport public, les professionnels de la santé ou les membres du corps enseignant.

### Article 3

L'actuel article 405*bis* du Code pénal érige en circonstance aggravante le fait que certains crimes ou délits aient été commis envers un mineur ou envers une personne qui en raison de son état physique ou mental, n'était pas à même de pourvoir à son entretien.

Les crimes et délits visés sont les suivants :

— des coups ou blessures (article 398, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code pénal);

— des coups ou blessures ayant entraîné une maladie ou une incapacité de travail personnel (article 399, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code pénal);

— des coups et blessures ayant entraîné une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave (article 400, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code pénal);

— des coups et blessures ayant entraîné la mort (article 401, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code pénal).

L'article 3 de la proposition de loi étend l'application de ces circonstances aggravantes à certaines autres catégories de victimes.

Il vise, d'une part, à mieux protéger certaines catégories de personnes contre les violences physiques faisant déjà l'objet d'une protection particulière dans le cadre de violences non physiques, à savoir les officiers ministériels, les agents dépositaires de l'autorité

de l'openbare macht of tegen enig ander persoon met een openbare hoedanigheid bekleed (die eigenlijk strenger bestraft zou moeten worden, gezien de aard van de functie van het slachtoffer) wordt thans echter slechts gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met geldboete van zesentwintig euro tot tweehonderd euro.

Opdat de bestrafing volgens een zekere rangorde plaats kan hebben, verhoogt artikel 2 de maximumstraf wanneer de smaad gepleegd wordt tegen een ministerieel ambtenaar, een agent die drager is van het openbaar gezag of van de openbare macht of tegen enig ander persoon met een openbare hoedanigheid bekleed.

Dat artikel wil tevens bestraffen het beledigen, tijdens de uitoefening van hun functie, hetzij door daden, hetzij door geschriften, prenten of zinnebeelden, van het personeel van maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer, de gezondheidswerkers en het onderwijzend personeel.

### Artikel 3

Krachtens het huidige artikel 405*bis* van het Strafwetboek wordt als verzwarende omstandigheid beschouwd het feit dat bepaalde misdaden of wanbedrijven zijn gepleegd op een minderjarige of op een persoon die, uit hoofde van zijn lichaams- of geestestoestand niet bij machte is om in zijn onderhoud te voorzien.

Bedoeld worden de volgende misdaden en wanbedrijven :

— slagen en verwondingen (artikel 398, eerste lid, van het Strafwetboek);

— slagen en verwondingen die een ziekte of ongeschiktheid tot het verrichten van persoonlijke arbeid ten gevolge hebben (artikel 399, eerste lid, van het Strafwetboek);

— slagen en verwondingen die een ongeneeslijk lijkende ziekte, een blijvende ongeschiktheid tot het verrichten van persoonlijke arbeid, het volledig verlies van het gebruik van een orgaan of een zware verminking ten gevolge hebben (artikel 400, eerste lid, van het Strafwetboek);

— slagen en verwondingen die de dood veroorzaken (artikel 401, eerste lid, van het Strafwetboek).

Artikel 3 van het wetsvoorstel breidt de verzwarende omstandigheden uit tot een aantal andere categorieën van slachtoffers.

De bedoeling is bepaalde categorieën van personen — met name ministeriële ambtenaren, agenten die drager zijn van het openbaar gezag of van de openbare macht en andere personen met een openbare hoedanigheid bekleed — die reeds een bijzondere

ou de la force publique et toute personne ayant un caractère public. En effet, l'article 276 du Code pénal érige en infraction l'outrage par paroles, faits, gestes ou menaces, dirigés, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, contre ces derniers.

Les autres victimes visées par l'extension de la protection envisagée sont les agents d'un exploitant de réseau de transport public, les professionnels de la santé ou les membres du corps enseignant.

Christine DEFRAIGNE.

\*  
\* \*

## PROPOSITION DE LOI

### Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

### Art. 2

À l'article 276 Code pénal, modifié par la loi du 26 juin 2000, sont apportées les modifications suivantes :

A. les mots «un mois» sont remplacés par les mots «six mois»;

B. les mots «deux cents euros» sont remplacés par les mots «cinq cents euros»;

C. l'article est complété par un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

«Il en sera de même de l'outrage, commis dans les mêmes conditions, contre un agent d'un exploitant de réseau de transport public, un professionnel de la santé ou un membre du corps enseignant.»

### Art. 3

L'article 405*bis* du même Code, inséré par la loi du 28 novembre 2000 et modifié par la loi du 26 juin 2000, est complété par les alinéas suivants :

«Si le crime ou le délit visé aux articles 398, 399, 400 et 401 a été commis, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, contre un officier minis-

teschermering genieten op het vlak van de niet-fysieke agressie, ook beter te beschermen tegen fysieke agressie. Artikel 276 van het Strafwetboek beschouwt immers als een misdrijf smaad door woorden, daden, gebaren of bedreigingen gepleegd tegen die personen.

De slachtoffers tot wie het voorstel de bescherming wil uitbreiden zijn het personeel van de maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer, de gezondheidswerkers en het onderwijzend personeel.

\*  
\* \*

## WETSVOORSTEL

### Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet

### Art. 2

In artikel 276 van het Strafwetboek, gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. de woorden «één maand» worden vervangen door de woorden «zes maanden»;

B. de woorden «tweehonderd euro» worden vervangen door de woorden «vijfhonderd euro»;

C. het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

«Hetzelfde geldt voor smaad, in dezelfde omstandigheden gepleegd, tegen een personeelslid van een uitbater van een maatschappij voor gemeenschappelijk vervoer, een gezondheidswerker of een lid van het onderwijzend personeel.»

### Art. 3

Artikel 405*bis* van hetzelfde wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 november 2000 en gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, wordt aangevuld met de volgende leden :

«Indien de misdaad of het wanbedrijf bedoeld in de artikelen 398, 399, 400 en 401 gepleegd is in de uitoefening of ter gelegenheid van de uitoefening van hun



tériel, un agent dépositaire de l'autorité ou de la force publique ou contre toute autre personne ayant un caractère public, les peines seront respectivement celles mentionnées aux 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> de l'alinéa précédent.

Il en sera de même si ces crimes et délits ont été commis dans les mêmes conditions envers un agent d'un exploitant de réseau de transport public, un professionnel de la santé ou un membre du corps enseignant.»

19 juillet 2004.

Christine DEFRAIGNE.

bediening, tegen een ministerieel ambtenaar, een agent die drager is van het openbaar gezag of van de openbare macht of tegen enig ander persoon met een openbare hoedanigheid bekleed, zijn de straffen respectievelijk die welke vermeld zijn in het 1<sup>o</sup> tot het 8<sup>o</sup> van het voorgaande lid.

Hetzelfde geldt ingeval de misdaad of het wanbedrijf wordt gepleegd in dezelfde omstandigheden, tegen een personeelslid van een uitbater van een maatschappij voor gemeenschappelijk vervoer, een gezondheidswerker of een lid van het onderwyzend personeel.»

19 juli 2004.